

**Art. 3.** La présente loi est applicable aux recours introduits auprès du Conseil du contentieux des étrangers à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur Belge*.

Donné à Bruxelles, le 19 septembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et  
Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

J. JAMBON

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Th. FRANCKEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—————  
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. – 54-2491

Compte rendu intégral

**Art. 3.** Deze wet is van toepassing op de beroepen bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, die worden ingediend vanaf de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 19 september 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eersteminister en  
Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

J. JAMBON

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Th. FRANCKEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—————  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken. – 54-2491

Integraal Verslag

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/13896]

**18 OCTOBRE 2017.** — Loi relative à la pénétration, à l'occupation ou au séjour illégitimes dans le bien d'autrui (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code pénal*

**Art. 2.** Dans l'article 439 du Code pénal, modifié par la loi du 26 juin 2000, les mots "se sera introduit dans une maison, un appartement, une chambre ou un logement habités par autrui, ou leurs dépendances, soit à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs." sont remplacés par les mots "soit aura pénétré dans une maison, un appartement, une chambre ou un logement habités par autrui, ou leurs dépendances, à l'aide de menaces ou de violences contre des personnes, au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs, soit occupera ce bien, soit y séjournera sans autorisation des habitants."

**Art. 3.** Dans le livre II, titre VIII, chapitre IV, du même Code, il est inséré un article 442/1 rédigé comme suit :

"Art. 442/1. § 1<sup>er</sup>. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de vingt-six euros à cent euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui, dans le délai fixé, ne donnera pas suite à l'ordonnance d'évacuation visée à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 18 octobre 2017 relative à la pénétration, à l'occupation ou au séjour illégitimes dans le bien d'autrui ou à l'expulsion visée à l'article 1344<sup>decies</sup> du Code judiciaire.

§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six euros à deux cents euros ou d'une de ces peines seulement, celui qui, dans le délai fixé, ne donnera pas suite à l'ordonnance d'évacuation visée à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 18 octobre 2017 relative à la pénétration, à l'occupation ou au séjour illégitimes dans le bien d'autrui ou à l'expulsion visée à l'article 1344<sup>decies</sup> du Code judiciaire.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/13896]

**18 OKTOBER 2017.** — Wet betreffende het onrechtmatig binnendringen in, bezetten van of verblijven in andermans goed (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het Strafwetboek*

**Art. 2.** In artikel 439 van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 26 juni 2000, worden de woorden "in de aanhorigheden ervan binnendringt, hetzij met behulp van bedreiging of geweld tegen personen, of door middel van braak, inklimming of valse sleutels." vervangen door de woorden "in de aanhorigheden ervan hetzij binnendringt met behulp van bedreiging of geweld tegen personen, of door middel van braak, inklimming of valse sleutels, hetzij dit goed bezet, hetzij erin verblijft zonder toestemming van de bewoners."

**Art. 3.** In boek II, titel VIII, hoofdstuk IV, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 442/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 442/1. § 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van zesentwintig euro tot honderd euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die, zonder een bevel van de overheid hetzij zonder toestemming van een houder van een titel die of een recht dat toegang verschaft tot de betrokken plaats of gebruik van of verblijf in het betrokken goed toestaat en buiten de gevallen waarin de wet het toelaat, op eender welke manier andermans niet bewoonde huis, appartement, kamer of verblijf, of de aanhorigheden ervan of enige andere niet bewoonde ruimte of andermans roerend goed dat al dan niet als verblijf kan dienen, hetzij binnendringt, hetzij bezet, hetzij erin verblijft zonder zelf houder te zijn van voormelde titel of recht.

§ 2. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig euro tot tweehonderd euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die binnen de vastgestelde termijn geen gevolg geeft aan het bevel tot ontruiming bedoeld in artikel 12, § 1, van de wet van 18 oktober 2017 betreffende het onrechtmatig binnendringen in, bezetten van of verblijven in andermans goed of aan de uithuiszetting bedoeld in artikel 1344<sup>decies</sup> van Gerechtelijk Wetboek.

§ 3. Le délit visé au paragraphe 1<sup>er</sup> ne pourra être poursuivi que sur la plainte d'une personne possédant un titre ou un droit sur le bien concerné."

#### CHAPITRE 3. — Modifications du Code judiciaire

**Art. 4.** Dans l'article 594 du Code judiciaire, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2016, le 22°, abrogé par la loi du 30 juillet 2013, est rétabli dans la rédaction suivante :

"22° sur les demandes dont il est saisi en vertu de la loi du 18 octobre 2017 relative à la pénétration, à l'occupation ou au séjour illégitimes dans le bien d'autrui."

**Art. 5.** L'article 627 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 30 juillet 2013 modifiée par la loi du 8 mai 2014, est complété par le 19° rédigé comme suit :

"19° le juge de paix du canton où est situé le bien sur lequel porte l'ordonnance d'évacuation visée à l'article 12 de la loi du 18 octobre 2017 relative à la pénétration, à l'occupation ou au séjour illégitimes dans le bien d'autrui."

**Art. 6.** Dans la quatrième partie, livre IV, du même Code, il est inséré un chapitre *XV<sup>ter</sup>* intitulé "Procédure en matière d'expulsion de lieux occupés sans droit ni titre".

**Art. 7.** Dans le chapitre *XV<sup>ter</sup>*, inséré par l'article 6, il est inséré un article 1344*octies* rédigé comme suit :

"Art. 1344*octies*. Tout détenteur d'un droit ou d'un titre sur le bien occupé peut introduire, par requête contradictoire ou, en cas d'absolue nécessité, par requête unilatérale déposée au greffe de la justice de paix, une demande d'expulsion de lieux occupés sans droit ni titre.

La requête contient à peine de nullité :

1. l'indication des jour, mois et an;
2. les nom, prénom, profession et domicile du requérant;
3. sauf en cas d'introduction de la demande par une requête unilatérale, les nom, prénom et domicile ou, à défaut de domicile, la résidence de la personne contre laquelle la demande est introduite;
4. l'objet et l'exposé sommaire des moyens de la demande;
5. la signature du requérant ou de son avocat ou, en cas d'introduction de la demande par une requête unilatérale, la signature de l'avocat.

En cas d'introduction de la demande par une requête contradictoire, un certificat de domicile de la personne visée à l'alinéa 2, sous le 3 est annexé à la requête. Ce certificat est délivré par l'administration communale.

En cas d'introduction de la demande par une requête contradictoire, les parties ou, en cas d'introduction de la demande par une requête unilatérale, la partie demanderesse sont convoquées par le greffier, sous pli judiciaire, à comparaître, respectivement dans les huit jours ou dans les deux jours de l'inscription de la requête au rôle général, à l'audience fixée par le juge, sans préjudice de sa possibilité de réduire les délais à la demande d'un avocat ou d'un huissier de justice. En cas d'introduction de la demande par une requête contradictoire, une copie de la requête est annexée à la convocation.

Lorsque les parties comparaissent, le juge tente de concilier les parties.

Le juge de paix peut retenir l'affaire à l'audience d'introduction ou la remettre pour qu'elle soit plaidée à une date rapprochée, en fixant la durée des débats. Le jugement indique que les parties n'ont pu être conciliées.

Par dérogation à l'article 747, en cas d'introduction de la demande d'expulsion par une requête contradictoire, les délais pour conclure sont fixés d'office et à une date rapprochée par le juge de paix à l'audience d'introduction. Les parties font valoir leurs observations au plus tard à l'audience d'introduction."

**Art. 8.** Dans le même chapitre *XV<sup>ter</sup>*, il est inséré un article 1344*novies* rédigé comme suit :

"Art. 1344*novies*. § 1<sup>er</sup>. Le présent article s'applique à toute demande introduite par requête écrite, par citation ou par requête conjointe, tendant à l'expulsion d'une personne physique qui occupe un lieu sans droit ni titre.

§ 3. Het in paragraaf 1 bedoelde misdrijf kan alleen worden vervolgd op klacht van een persoon die houder is van een titel of een recht op het betrokken goed."

#### HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek

**Art. 4.** In artikel 594 van het Gerechtelijk Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, wordt de bepaling onder 22°, opgeheven bij de wet van 30 juli 2013, hersteld in de volgende lezing :

"22° over de verzoeken die bij hem worden ingediend krachtens de wet van 18 oktober 2017 betreffende het onrechtmatig binnendringen in, bezetten van of verblijven in andermans goed."

**Art. 5.** Artikel 627 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 juli 2013, dat gewijzigd is bij de wet van 8 mei 2014, wordt aangevuld met de bepaling onder 19°, luidende :

"19° de vrederechter van het kanton waar het goed waarvoor het bevel tot ontruiming bedoeld in artikel 12 van de wet van 18 oktober 2017 betreffende het onrechtmatig binnendringen in, bezetten van of verblijven in andermans goed geldt, gelegen is."

**Art. 6.** In het vierde deel, boek IV, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk *XV<sup>ter</sup>* ingevoegd, luidende "Rechtspleging inzake uithuiszetting uit plaatsen betrokken zonder recht of titel".

**Art. 7.** In hoofdstuk *XV<sup>ter</sup>*, ingevoegd bij artikel 6, wordt een artikel 1344*octies* ingevoegd, luidende :

"Art. 1344*octies*. Iedere houder van een recht of titel op het betrokken goed kan bij verzoekschrift op tegenspraak of, in geval van volstrekte noodzakelijkheid, bij eenzijdig verzoekschrift, neergelegd ter griffie van het vrederecht, een vordering inleiden tot uithuiszetting uit plaatsen die zonder recht of titel worden betrokken.

Het verzoekschrift vermeldt, op straffe van nietigheid :

1. de dag, de maand en het jaar;
2. de naam, de voornaam, het beroep en de woonplaats van de verzoeker;
3. behalve ingeval het verzoek wordt ingeleid bij eenzijdig verzoekschrift, de naam, de voornaam en de woonplaats, of bij gebreke van een woonplaats, de verblijfplaats van de persoon tegen wie de vordering is ingesteld;
4. het onderwerp en de korte samenvatting van de middelen van de vordering;
5. de handtekening van de verzoeker of van zijn advocaat, of, ingeval het verzoek wordt ingeleid bij eenzijdig verzoekschrift, de handtekening van de advocaat.

Ingeval het verzoek wordt ingeleid bij verzoekschrift op tegenspraak wordt een getuigschrift van de woonplaats van de persoon bedoeld in het tweede lid, onder de bepaling onder 3 bij het verzoekschrift gevoegd. Het getuigschrift wordt afgegeven door het gemeentebestuur.

Ingeval het verzoek wordt ingeleid bij verzoekschrift op tegenspraak worden de partijen of, ingeval het verzoek wordt ingeleid bij eenzijdig verzoekschrift, wordt de eisende partij door de griffier bij gerechtsbrief opgeroepen om binnen acht, respectievelijk twee dagen na de inschrijving van het verzoekschrift op de algemene rol te verschijnen op de zitting die de rechter bepaalt, onverminderd zijn mogelijkheid om deze termijnen op verzoek van een advocaat of gerechtsdeurwaarder in te korten. Bij de oproeping wordt, ingeval het verzoek wordt ingeleid bij verzoekschrift op tegenspraak, een afschrift van het verzoekschrift gevoegd.

Wanneer de partijen verschijnen, probeert de rechter hen te verzoenen.

De vrederechter kan op de inleidingszitting de zaak aanhouden of ze verwijzen opdat er op een nabije datum zou worden over gepleit, waarbij hij de duur van de debatten bepaalt. Het vonnis vermeldt dat de partijen niet tot verzoening kwamen.

In afwijking van artikel 747 worden op de inleidingszitting, ingeval het verzoek bij verzoekschrift op tegenspraak wordt ingeleid inzake een vordering tot uithuiszetting, conclusietermijnen ambtshalve en op nabije datum vastgesteld door de vrederechter. De partijen doen hun opmerkingen uiterlijk op de inleidingszitting gelden."

**Art. 8.** In hetzelfde hoofdstuk *XV<sup>ter</sup>* wordt een artikel 1344*novies* ingevoegd, luidende :

"Art. 1344*novies*. § 1. Dit artikel is van toepassing op elke vordering ingeleid bij verzoekschrift, bij dagvaarding of bij gezamenlijk verzoekschrift waarbij de uithuiszetting wordt gevorderd van een natuurlijke persoon die zonder recht of titel een plaats betreft.

§ 2. Lorsque la demande est introduite par requête écrite ou par requête conjointe, le greffier envoie, sauf opposition de la personne qui occupe un lieu sans droit ni titre conformément au paragraphe 4, après un délai de quatre jours suivant l'inscription de la demande d'expulsion au rôle général, par quelque procédé de télécommunication que ce soit, à confirmer par simple lettre, une copie de la requête écrite au Centre public d'action sociale du domicile ou, à défaut de domicile, de la résidence de la personne qui occupe un lieu sans droit ni titre.

§ 3. Lorsque la demande est introduite par citation, l'huissier de justice envoie, sauf opposition de la personne qui occupe un lieu sans droit ni titre conformément au paragraphe 4, après un délai de quatre jours suivant la signification de l'exploit, par quelque procédé de télécommunication que ce soit, à confirmer par simple lettre, une copie de la citation au Centre public d'action sociale du domicile ou, à défaut de domicile, de la résidence de la personne qui occupe un lieu sans droit ni titre.

§ 4. La personne qui occupe un lieu sans droit ni titre peut manifester son opposition à la communication de la copie de l'acte introductif d'instance au Centre public d'action sociale dans le procès-verbal de comparution volontaire ou auprès du greffe dans un délai de deux jours à partir de la convocation par pli judiciaire ou auprès de l'huissier de justice dans un délai de deux jours à partir de la signification.

La requête écrite contradictoire ou la citation contient le texte de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 5. Le Centre public d'action sociale offre, de la manière la plus appropriée, d'apporter son aide dans le cadre de sa mission légale."

**Art. 9.** Dans le même chapitre XV<sup>ter</sup>, il est inséré un article 1344*decies* rédigé comme suit :

"Art. 1344*decies*. En cas d'expulsion visée à l'article 1344*novies*, § 1<sup>er</sup>, le juge fixe l'exécution de l'expulsion à partir du huitième jour suivant la signification du jugement, sauf s'il précise par décision motivée que, en raison de circonstances exceptionnelles et graves, notamment les possibilités de reloger la personne qui occupe un lieu sans droit ni titre dans des conditions suffisantes respectant l'unité, les ressources financières et les besoins de la famille, en particulier pendant l'hiver, un délai plus long s'avère justifié. Dans ce dernier cas, le juge fixe le délai dans lequel l'expulsion ne peut pas être exécutée, en tenant compte de l'intérêt des parties et dans les conditions qu'il détermine. Lorsque le titre ou le droit appartient à une personne physique ou une personne morale de droit privé, ce délai ne peut pas être supérieur à un mois. Lorsque le titre ou le droit appartient à une personne morale de droit public, ce délai ne peut pas être supérieur à six mois. Si la demande est introduite par une requête unilatérale, la signification peut avoir lieu par affichage à la façade du lieu occupé sans droit ni titre.

En tout état de cause, l'huissier de justice avise la personne qui occupe le lieu sans droit ni titre de la date effective de l'expulsion en respectant un délai de cinq jours ouvrables."

**Art. 10.** Dans le même chapitre XV<sup>ter</sup>, il est inséré un article 1344*undecies* rédigé comme suit :

"Art. 1344*undecies*. Lors de la signification d'un jugement ordonnant une expulsion visé à l'article 1344*decies*, l'huissier de justice notifie à la personne que les biens apportés par la personne occupant le lieu sans droit ni titre qui se trouveront encore dans l'habitation après le délai légal ou le délai fixé par le juge seront mis sur la voie publique à ses frais et, s'ils encombrant la voie publique et que le propriétaire des biens ou ses ayants droit les y laisse, qu'ils seront, également à ses frais, enlevés et conservés durant six mois par l'administration communale, sauf s'il s'agit de biens susceptibles d'une détérioration rapide ou préjudiciables à l'hygiène, à la santé ou à la sécurité publique. L'huissier de justice mentionne dans l'exploit de signification qu'il a fait cette communication."

§ 2. Wanneer de vordering bij verzoekschrift of bij gezamenlijk verzoekschrift wordt ingeleid, zendt de griffier, behoudens verzet van de persoon die zonder recht of titel een plaats betreft zoals bepaald in paragraaf 4, na een termijn van vier dagen na de inschrijving op de algemene rol van de vordering tot uithuiszetting, via enige vorm van telecommunicatie, te bevestigen bij gewone brief, een afschrift van het verzoekschrift naar het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de woonplaats of, bij gebreke van een woonplaats, van de verblijfplaats van de persoon die zonder recht of titel een plaats betreft.

§ 3. Wanneer de vordering aanhangig wordt gemaakt bij dagvaarding, zendt de gerechtsdeurwaarder, behoudens verzet van de persoon die zonder recht of titel een plaats betreft zoals bepaald in paragraaf 4, na een termijn van vier dagen na de betekening van het exploit, via enige vorm van telecommunicatie, te bevestigen bij gewone brief, een afschrift van de dagvaarding naar het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de woonplaats of, bij gebreke van een woonplaats, van de verblijfplaats van de persoon die zonder recht of titel een plaats betreft.

§ 4. De persoon die zonder recht of titel een plaats betreft kan in het proces-verbaal van vrijwillige verschijning of bij de griffie binnen een termijn van twee dagen na de oproeping bij gerechtsbrief, of bij de gerechtsdeurwaarder binnen een termijn van twee dagen na de betekening, zijn verzet kenbaar maken tegen de mededeling aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van het afschrift van de inleidende akte.

Het verzoekschrift op tegenspraak of de dagvaarding vermeldt de tekst van het eerste lid.

§ 5. Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn biedt, op de meest aangewezen wijze, aan om, binnen zijn wettelijke opdracht, hulp te bieden."

**Art. 9.** In hetzelfde hoofdstuk XV<sup>ter</sup> wordt een artikel 1344*decies* ingevoegd, luidende :

"Art. 1344*decies*. In geval van uithuiszetting bedoeld in artikel 1344*novies*, § 1, bepaalt de rechter dat de tenuitvoerlegging van de uithuiszetting plaatsgrijpt vanaf de achtste dag volgend op de betekening van het vonnis, tenzij de rechter bij een met redenen omklede beslissing bepaalt dat, wegens uitzonderlijke, ernstige omstandigheden, onder meer de mogelijkheden van de persoon die zonder recht of titel een plaats betreft om opnieuw gehuisvest te worden in dusdanige omstandigheden dat geen afbreuk wordt gedaan aan de eenheid, de financiële middelen en de behoeften van het gezin en dit in het bijzonder gedurende de winterperiode, een langere termijn verantwoord blijkt. In dit geval stelt de rechter, rekening houdend met de belangen van de partijen en onder de voorwaarden die hij bepaalt, de termijn vast gedurende welke de uithuiszetting niet kan worden uitgevoerd. Wanneer de titel of het recht toebehoort aan een natuurlijke persoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon, mag deze termijn niet meer dan één maand bedragen. Wanneer de titel of het recht toebehoort aan een publiekrechtelijke rechtspersoon, mag deze termijn niet meer dan zes maanden bedragen. Ingeval de vordering is ingesteld bij eenzijdig verzoekschrift kan er betekend worden bij middel van aanplakking aan de gevel van het pand dat zonder recht of titel werd bezet.

De gerechtsdeurwaarder brengt de persoon die zonder recht of titel de plaats betreft in ieder geval ten minste vijf werkdagen van tevoren op de hoogte van de werkelijke datum van de uithuiszetting."

**Art. 10.** In hetzelfde hoofdstuk XV<sup>ter</sup> wordt een artikel 1344*undecies* ingevoegd, luidende :

"Art. 1344*undecies*. Bij de betekening van een vonnis tot uithuiszetting bedoeld in artikel 1344*decies*, deelt de gerechtsdeurwaarder aan de persoon mee dat de goederen die werden binnengebracht door de persoon die de plaats betreft zonder recht of titel, die zich na verloop van de wettelijke of van de door de rechter bepaalde termijn nog in de woning zouden bevinden, op zijn kosten op de openbare weg zullen worden gezet en, wanneer zij de openbare weg belemmeren en de eigenaar van de goederen of zijn rechtverkrijgenden die daar achterlaat, door het gemeentebestuur eveneens op zijn kosten zullen worden weggehaald en gedurende een termijn van zes maanden zullen worden bewaard tenzij het gaat om goederen die aan snel bederf onderhevig zijn of schadelijk zijn voor de openbare hygiëne, gezondheid of veiligheid. De gerechtsdeurwaarder bevestigt deze mededeling in het exploit van betekening."

**Art. 11.** Dans le même chapitre *XV<sup>ter</sup>*, il est inséré un article 1344*duodecies* rédigé comme suit :

“Art. 1344*duodecies*. § 1<sup>er</sup>. Lors de la signification de tout jugement d’expulsion visé à l’article 1344*decies*, l’huissier de justice envoie, sauf opposition conformément au paragraphe 2, après un délai de quatre jours à partir de la signification du jugement, par simple lettre, une copie du jugement au Centre public d’action sociale du lieu où se situe le bien.

§ 2. La personne dont l’expulsion est ordonnée peut, dans un délai de deux jours à partir de la signification du jugement, manifester son opposition à la communication du jugement au Centre public d’action sociale auprès de l’huissier de justice.

§ 3. Le Centre public d’action sociale offre, de la manière la plus appropriée, d’apporter son aide dans le cadre de sa mission légale.”

#### CHAPITRE 4. — Dispositions autonomes

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Dans les cas visés à l’article 442/1, § 1<sup>er</sup>, du Code pénal, le procureur du Roi peut, en motivant sa décision sur ce point et dans le respect de la présomption d’innocence, ordonner à la demande du détenteur d’un droit ou d’un titre sur le bien concerné l’évacuation dans un délai de huit jours à compter de la notification de l’ordonnance d’évacuation visée au paragraphe 2, alinéa 2, faite aux personnes qui se trouvent dans le bien. Le procureur du Roi prend une ordonnance après avoir entendu celles-ci sauf si l’audition ne peut être réalisée en raison des circonstances concrètes de la cause.

Le procureur du Roi ne peut prendre une ordonnance que lorsque, compte tenu des éléments disponibles, la demande visée à l’alinéa 1<sup>er</sup> semble manifestement fondée à première vue.

Il mentionne les circonstances propres à la demande justifiant la mesure d’évacuation dans l’ordonnance.

Un procès-verbal de notification, constitué d’une copie de l’ordonnance et de la date et de l’heure de la notification, est dressé et joint au dossier.

§ 2. L’ordonnance du procureur du Roi est consignée par écrit et contient entre autres :

1° une description du lieu concerné par la mesure et l’indication de l’adresse du bien qui fait l’objet de l’ordonnance;

2° les faits et circonstances qui ont donné lieu à l’ordonnance;

3° les nom, prénoms et domicile du requérant et une indication du droit ou du titre dont celui-ci se prévaut à l’égard du bien concerné;

4° le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

5° les sanctions qui pourront être imposées en cas de non-respect de cette ordonnance d’évacuation, notamment celles visées à l’article 442/1, § 2, du Code pénal;

6° la possibilité de recours et le délai dans lequel ledit recours doit être introduit.

Cette ordonnance est affichée à un endroit visible du bien concerné. Une copie de l’ordonnance est transmise par le moyen de communication le plus approprié au chef de corps de la police locale de la zone de police au sein de laquelle se situe le bien concerné par l’ordonnance, ainsi qu’au détenteur du droit ou du titre sur le bien concerné et au Centre public d’action sociale compétent.

Le procureur du Roi se charge de l’exécution de l’ordonnance d’évacuation.

§ 3. Toute personne qui estime que ses droits sont lésés par l’ordonnance du procureur du Roi peut former un recours contre cette ordonnance par requête contradictoire motivée déposée au greffe de la justice de paix du canton où le bien concerné est situé dans un délai de huit jours à compter de la notification de l’ordonnance par affichage visible sur le bien à évacuer, et ce, à peine de déchéance. Le recours est suspensif. L’ordonnance du procureur du Roi ne peut pas être exécutée tant que le délai pour introduire ce recours court toujours.

Ce recours n’est pas suspendu pendant une action publique fondée en tout ou en partie sur les mêmes faits.

**Art. 11.** In hetzelfde hoofdstuk *XV<sup>ter</sup>* wordt een artikel 1344*duodecies* ingevoegd, luidende :

“Art. 1344*duodecies*. § 1. Bij de betekening van elk vonnis tot uithuiszetting bedoeld in artikel 1344*decies*, zendt de gerechtsdeurwaarder, behoudens verzet overeenkomstig paragraaf 2, na een termijn van vier dagen na de betekening van het vonnis, bij gewone brief, een afschrift van het vonnis naar het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van de plaats waar het goed gelegen is.

§ 2. De persoon wiens uithuiszetting is bevolen kan, binnen een termijn van twee dagen vanaf de betekening van het vonnis, bij de gerechtsdeurwaarder zijn verzet kenbaar maken tegen de mededeling van het vonnis aan het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

§ 3. Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn biedt, op de meest aangewezen wijze, aan om, binnen zijn wettelijke opdracht, hulp te bieden.”

#### HOOFDSTUK 4. — Autonome bepalingen

**Art. 12.** § 1. In de gevallen bedoeld in artikel 442/1, § 1, van het Strafwetboek kan de procureur des Konings, mits hij zijn beslissing ter zake met redenen omkleedt en met eerbiediging van het vermoeden van onschuld, op verzoek van de houder van een recht of titel op het betrokken goed de ontruiming bevelen binnen een termijn van acht dagen vanaf het ogenblik van de kennisgeving van het bevel tot ontruiming bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, aan de in het goed aangetroffen personen. De procureur des Konings geeft zijn bevel na hen te hebben gehoord tenzij het verhoor niet kan worden afgenomen wegens de concrete omstandigheden van de zaak.

De procureur des Konings kan het bevel uitsluitend geven wanneer, gelet op de beschikbare gegevens, het in het eerste lid bedoelde verzoek op het eerste zicht kennelijk gegrond lijkt.

Hij vermeldt in zijn bevel de omstandigheden, eigen aan het verzoek, die de maatregel tot ontruiming rechtvaardigen.

Een proces-verbaal van kennisgeving, bestaand uit een afschrift van het bevel en de datum en het uur van de kennisgeving, wordt opgesteld en in het dossier gevoegd.

§ 2. Het bevel van de procureur des Konings wordt op schrift gesteld en bevat inzonderheid :

1° een omschrijving van de plaats waarop de maatregel betrekking heeft en de vermelding van het adres van het goed dat het voorwerp van het bevel uitmaakt;

2° de feiten en omstandigheden die aanleiding gegeven hebben tot het bevel;

3° de naam, voornamen en woonplaats van de verzoeker met aanduiding van het recht of de titel op het betrokken goed waarop hij zich beroept;

4° de termijn bedoeld in paragraaf 1, eerste lid;

5° de sancties die de niet-naleving van dit bevel tot ontruiming tot gevolg kunnen hebben, inzonderheid deze bedoeld in artikel 442/1, § 2, van het Strafwetboek;

6° de beroepsmogelijkheid en de termijn waarin die uitgeoefend moeten worden.

Dit bevel wordt op een zichtbare plaats aangeplakt aan het betrokken goed. Een afschrift van het bevel wordt via het meest geschikte communicatiemiddel meegedeeld aan de korpschef van de lokale politie van de politiezone waarbinnen het goed waarop het bevel betrekking heeft, gelegen is en aan de houder van het recht of de titel op het betrokken goed, alsook aan het bevoegde Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

De procureur des Konings staat in voor de tenuitvoerlegging van het bevel tot ontruiming.

§ 3. Elke persoon die van oordeel is dat zijn rechten geschaad worden door het bevel van de procureur des Konings kan beroep instellen tegen het bevel bij een met redenen omkleed verzoekschrift op tegenspraak neergelegd ter griffie van het vrederecht van het kanton waarin het betrokken goed gelegen is binnen een termijn van acht dagen te rekenen vanaf de kennisgeving van het bevel door zichtbare aanplakking aan het te ontruimen goed, zulks op straffe van verval. Het beroep heeft schorsende werking. Het bevel van de procureur des Konings kan niet ten uitvoer worden gelegd zolang de termijn waarbinnen beroep kan worden ingesteld loopt.

Dit beroep wordt niet geschorst gedurende een strafvordering die geheel of gedeeltelijk op dezelfde feiten is gegrond.

§ 4. Dans les vingt-quatre heures du dépôt de la requête, le juge de paix fixe les date et heure de l'audience au cours de laquelle la cause peut être instruite. L'audience a lieu au plus tard dans les dix jours qui suivent le dépôt de la requête. Par dérogation à l'article 1344*octies* du Code judiciaire, un certificat de résidence n'est pas requis pour le dépôt de la requête.

Par pli judiciaire, le greffier notifie sans délai le lieu, les date et heure de l'audience à la personne qui forme un recours contre l'ordonnance ainsi qu'au détenteur d'un droit ou d'un titre sur le bien. Il communique également les jours et heures de l'audience au procureur du Roi qui a pris l'ordonnance d'évacuation. Une copie de la requête est jointe au pli judiciaire.

Le juge de paix statue après avoir convoqué les parties présentes afin de les entendre et après avoir tenté une conciliation entre elles. Sauf disposition contraire, la procédure se déroule comme déterminé à l'article 1344*octies* du Code judiciaire.

Le juge de paix statue sur le bien-fondé de l'évacuation et sur le droit ou le titre invoqué. En cas de circonstances exceptionnelles et graves visées notamment à l'article 1344*decies*, alinéa 1<sup>er</sup> du Code judiciaire, le juge de paix peut, par décision motivée, fixer un délai plus long que le délai prévu dans l'ordonnance du procureur du Roi. Lorsque le titre ou le droit appartient à une personne physique ou une personne morale de droit privé, ce délai ne peut pas être supérieur à un mois. Lorsque le titre ou le droit appartient à une personne morale de droit public, ce délai ne peut pas être supérieur à six mois.

Le juge de paix se prononce au plus tard dans les dix jours qui suivent l'audience.

La décision du juge de paix n'est pas susceptible d'appel.

**Art. 13.** La présente loi est évaluée et cette évaluation est présentée à la Chambre des représentants avant la fin de la deuxième année qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le Roi détermine les modalités de cette évaluation.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 octobre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)) :  
Document : 54-1008  
Compte rendu intégral : 25 juillet 2017.

§ 4. Binnen vierentwintig uur na de neerlegging van het verzoekschrift bepaalt de vrederechter de dag en het uur van de zitting waarop de zaak kan worden behandeld. De zitting vindt plaats binnen de tien dagen na de neerlegging van het verzoekschrift. In afwijking van artikel 1344*octies* van het Gerechtelijk Wetboek is geen getuigschrift van woonplaats vereist voor de neerlegging van het verzoekschrift.

Bij gerechtsbrief geeft de griffier onverwijld kennis aan de persoon die beroep instelt tegen het bevel alsook aan de houder van het recht of de titel op het goed van de plaats, de dag en het uur van de zitting. Hij deelt eveneens de dag en het uur van de zitting mee aan de procureur des Konings die het bevel tot ontruiming heeft gegeven. Bij de gerechtsbrief wordt een afschrift van het verzoekschrift gevoegd.

De vrederechter doet uitspraak na de aanwezige partijen te hebben opgeroepen, ten einde hen te horen, alsook te hebben geprobeerd hen te verzoenen. Behoudens andersluidende bepalingen verloopt de procedure zoals bepaald in artikel 1344*octies* van het Gerechtelijk Wetboek.

De vrederechter doet uitspraak over de gegrondheid van de ontruiming en het recht of de titel waarop men zich beroept. In de uitzonderlijke, ernstige omstandigheden onder meer bedoeld in artikel 1344*decies*, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, kan de vrederechter bij een met redenen omklede beslissing een langere termijn bepalen dan die waarin het bevel van de procureur des Konings voorziet. Wanneer de titel of het recht toebehoort aan een natuurlijke persoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon, mag deze termijn niet meer dan één maand bedragen. Wanneer de titel of het recht toebehoort aan een publiekrechtelijke rechtspersoon, mag deze termijn niet meer dan zes maanden bedragen.

De vrederechter spreekt zich binnen een termijn van tien dagen volgend op de zitting uit.

Tegen de beslissing van de vrederechter kan geen hoger beroep worden ingesteld.

**Art. 13.** Deze wet wordt geëvalueerd en deze evaluatie wordt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers voorgelegd vóór het einde van het tweede jaar dat volgt op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

De Koning bepaalt de nadere evaluatieregels.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 oktober 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)) :  
Stukken : 54-1008  
Integraal verslag : 25 juli 2017.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2017/205088]

**8 OCTOBRE 2017. — Arrêté royal modifiant les articles 27, 36, 38, 46, 63, 116 et 130<sup>ter</sup> de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, i, remplacé par la loi du 14 février 1961, et § 1*septies*, alinéas 2 et 3, et § 1*octies*, inséré par la loi du 25 avril 2014;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2017/205088]

**8 OKTOBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 27, 36, 38, 46, 63, 116 en 130<sup>ter</sup> van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1, derde lid, i, vervangen bij de wet van 14 februari 1961, en § 1*septies*, tweede en derde lid, en § 1*octies*, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;